

Discours de politique générale : Gabriel Attal, souverainiste en peau de lapin

Hadrien Mathoux

5-7 minutes

Un changement de sémantique suffit-il pour entériner un virage politique ? Les défenseurs de la souveraineté nationale et populaire doivent se gratter la tête ce mardi 30 janvier, à l'issue de la déclaration de politique générale de Gabriel Attal : si [les mots](#) utilisés par les dirigeants macronistes ont considérablement changé depuis l'arrivée au pouvoir du président en 2017, rien, et surtout pas la fin du discours du Premier ministre, n'indique que ce nouveau langage se matérialise en une nouvelle politique.

En une heure et demie, le [nouveau locataire de Matignon](#) a utilisé 23 fois le mot « *souveraineté* », qu'il a mis à toutes les sauces, affirmant faire de cette fameuse souveraineté « *la matrice* » de l'action du gouvernement. Une rupture nette avec les débuts du macronisme, qui voyaient le président et ses troupes ne jurer que par le dépassement d'un cadre national jugé étriqué et le rêve européen. « *Au fond, en 2017, la souveraineté de la France et de l'Europe était pour beaucoup un impensé, juge Attal. Pour certains même, c'était un gros mot.* » Le chef du gouvernement a-t-il conscience, en prononçant ses mots, que le camp qui assimilait les « souverainistes » à des

nationalistes belliqueux il y a quelques années est celui auquel il appartient ?

Reste que l'ambiguïté fondamentale demeure : qu'entendent Gabriel Attal et Emmanuel Macron par « *souveraineté* » ?

Depuis que Jean Bodin en a théorisé le principe au XVI^e siècle, on sait que la souveraineté ne se divise pas : elle est, ou elle n'est pas. Comme l'écrit la juriste Anne-Marie Le Pourhiet, « *Nul ne pourrait contrôler le souverain sauf à devenir souverain lui-même. La souveraineté ne peut donc être soumise à aucun commandement d'autrui, ni extérieur, ni intérieur. Elle est par nature indivisible et l'État réalise ainsi l'agrégation du multiple dans l'Un.* »

Deux souverainetés, une incongruité ?

Or force est de constater que cette vision républicaine d'une souveraineté exercée sans entraves par le peuple français, *via* le truchement de ses représentants, n'est pas celle qu'a défendue le Premier ministre. Comme Emmanuel Macron, Attal fait sans cesse cohabiter la souveraineté française avec [une introuvable « souveraineté européenne »](#). Non seulement il ne pense pas que la souveraineté française est limitée par l'Europe, mais en plus il semble défendre l'idée que l'UE *garantit* l'existence d'une souveraineté française. « *Mon cap est clair, expose le trentenaire. C'est celui de la souveraineté et de l'indépendance, à l'échelle individuelle, nationale et européenne.* » Ce qui est clair, c'est que ce n'est pas clair.

Comment rendre plus souveraine la nation ? La réponse la plus évidente serait d'expliquer qu'il s'agit pour la France de reconquérir au moins une partie de ce qu'elle a cédé dans le sillage de la construction européenne : sa souveraineté monétaire, le contrôle de ses frontières, de [sa politique](#)

[industrielle](#), le refus de la mise en concurrence généralisée de ses travailleurs, ses services publics... Rien d'un tel programme dans le discours de Gabriel Attal, mais au contraire la poursuite de la ligne appliquée par les dirigeants français depuis les années 1990 : c'est en étant [le meilleur élève aux yeux de Bruxelles](#) et des pays du Nord que la France retrouvera des marges de manœuvre.

A LIRE AUSSI : [Mais pourquoi nos dirigeants sont-ils aussi nuls ? Oui, en politique aussi, le niveau baisse](#)

La fin de la déclaration de politique générale du Premier ministre a illustré l'ampleur de ses ambiguïtés. « *Je parle de souveraineté nationale, mais c'est aussi par l'Europe que nous parviendrons à la consolider* », avance Attal, avant de se lancer dans une anaphore que n'auraient pas renié Jean Monnet ni [Jacques Delors](#) : « *Grâce à l'Europe* », énumère le trentenaire, « *nous avons pu avoir des vaccins face à l'épidémie, nous avons bénéficié d'un plan de relance massif, nous soutenons l'Ukraine depuis le premier jour de la guerre, nous avons imposé des normes aux géants du numérique* »... etc. Le chef du gouvernement va même jusqu'à affirmer que « *grâce à l'Europe, nous investissons massivement dans des secteurs stratégiques et pour notre industrie* », feignant d'ignorer la concomitance entre la construction européenne et la désindustrialisation massive connue par le pays.

La fin du discours d'Attal, en apothéose, rend un hommage enflammé à l'UE : « *Avec l'Europe, notre puissance est démultipliée* », juge le Premier ministre, qui jure de se battre « *pour notre identité française et européenne* », et désigne ses ennemis : « *À l'heure où il est minuit dans le siècle, face aux impérialismes, les masques devront tomber. On peut vouloir changer l'Europe pour l'intérêt du pays, et nous le faisons. Mais*

on ne peut pas vouloir sortir de l'Europe, sauf à avoir d'autres intérêts, sauf à vouloir changer de pays. » La manœuvre politicienne, directement dirigée vers le Rassemblement national (qui a pourtant abandonné le Frexit de longue date) sur fond de campagne pour les élections européennes, est évidente. Mais on serait tentés de répondre à Gabriel Attal qu'on peut difficilement frapper son discours du sceau de la souveraineté tout en qualifiant les souverainistes de traîtres à la patrie. La magie du « en même temps », sans doute.